

N° DP 23/910

DECISION DU PRESIDENT

RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION TRIPARTITE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ENTRE LA METROPOLE TPM LA COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE ET CELLNEX RELATIVE A L'EXPLOITATION D'UN RELAIS RADIOTELEPHONIQUE DE L'USINE DE LA VALETTE

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le transfert de compétence de l'eau potable à la Métropole Toulon Provence Méditerranée au 1^{er} janvier 2018,

VU le contrat de délégation du service public de production de l'Eau Potable en date du 01/01/2022 avec la société Compagnie des Eaux et de l'Ozone avec comme date d'échéance le 31/12/2033,

VU la convention tripartite entre la ville de Toulon, la société CELLNEX France et la SET en date du 24/10/2017 pour l'exploitation d'un relais de radiophonie mobile sur le site de l'usine de production des eaux de La Valette et prenant fin au 31/12/2019,

VU la convention tripartite, ci-annexée,

CONSIDERANT que la société CELLNEX exploite un relais de radiophonie sur le site de l'usine de production des eaux de La Valette selon les termes d'une convention passée en 2017 avec la mairie de Toulon qui a pris fin au 31 décembre 2019,

CONSIDERANT que ce contrat prévoyait l'entretien de la piste d'accès au frais du bénéficiaire. Constatant l'état dégradé de cette piste, la Métropole a conditionné l'obtention d'un nouveau contrat aux travaux de réfection. Ces travaux ont finalement été réalisés en 2022,

CONSIDERANT que la Métropole TPM dans le cadre de ses compétences doit renouveler le contrat d'occupation du domaine public,

CONSIDERANT le souhait de la société CELLNEX de renouveler ce contrat pour 10 ans, qui portera sa durée au 31 décembre 2033 et qui est rattachée au nouveau contrat de DSP Eau Potable Toulon Centre,

CONSIDERANT que la convention d'occupation avec la société CELLNEX prévoit une redevance annuelle de 12 500 € TTC (douze mille cinq cents euros) révisable annuellement,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention tripartite d'occupation du domaine public entre la Métropole TPM, la compagnie des eaux et de l'ozone et la société CELLNEX relative au pylone de l'usine de La Valette.

ARTICLE 2

DE DIRE que les recettes correspondantes seront affectées au budget annexe Eau, article 7083.

La présente Décision sera

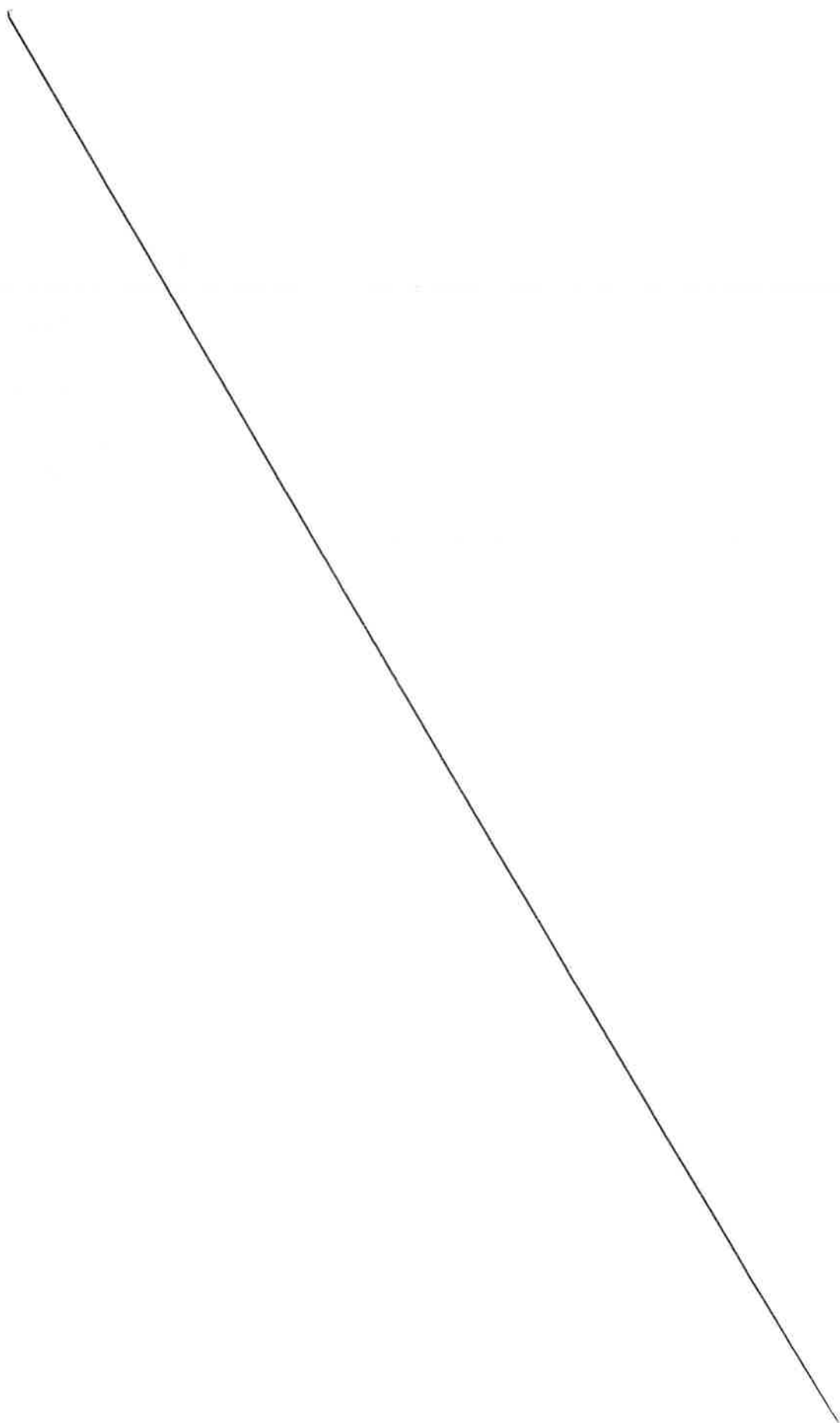
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le 29 SEP. 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





**CONVENTION TRIPARTITE D'OCCUPATION DU DOMAINE
PUBLIC
PYLONE DE L'USINE DE LA VALETTE
ENTRE
LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,
LA COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE
ET CELLNEX**

Référence de l'immeuble : T22431 / CI 129934
Nom du site : Usine de potabilisation de La Valette
Chemin de l'Ozone

CONVENTION TRIPARTITE D'OCCUPATION DE SITE

ENTRE :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée Hôtel de la Toulon Provence Méditerranée, 107, bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en cette qualité et en vertu de la délégation actée par la délibération du Conseil Métropolitain n° 23/05/078 en date du 4 mai 2023.

Ci-après dénommée « **le Propriétaire** » ou « **la Métropole** »

ET

La Compagnie des Eaux et de l'Ozone – Procédés MP Otto, Société en Commandite par Actions au capital de 4 846 880 euros, dont le Siège Social est 21 rue de La Boétie, immatriculée sous le numéro 775 667 363 RCS Paris, et faisant élection de domicile en ses locaux sis Rue des Oliviers ZA le Pouverel 83130 La Garde, représentée par Monsieur Olivier CAVALLO, Directeur du Territoire Var Provence Méditerranée

Ci-après dénommée « **le Concessionnaire** »

ET

CELLNEX France SAS, Société par Actions Simplifiée au capital de 281.543.245 Euros, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro unique d'identification 821460102, dont le siège social est au 58 avenue Emile Zola, 92100 Boulogne-Billancourt ;
Représentée par Monsieur Jérôme HARROIS, en qualité de Directeur du Patrimoine, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée « **le Bénéficiaire** »,

Ci-après dénommés ensemble « **les Parties** ».

Au préalable, il est exposé ce qui suit :

Le Bénéficiaire a notamment pour objet social la gestion et l'exploitation de sites points hauts afin de fournir des services d'accueil aux opérateurs de communications électroniques ou/et audiovisuels avec lesquels elle est liée par des contrats de services.

A ce titre, le Bénéficiaire souhaite disposer d'un droit d'occupation sur des emplacements destinés à l'exploitation d'Infrastructures et d'Équipements Techniques dédiés à ces Services.

Le Bénéficiaire et/ou lesdits opérateurs sont soumis à des obligations réglementaires et se sont vus confier, à ce titre, une mission d'intérêt public avec l'obligation de garantir la continuité des Services.

Le Propriétaire est, quant à lui, titulaire des droits lui permettant de mettre à la disposition du Bénéficiaire un ou plusieurs emplacement(s) sur l'immeuble visé ci-après, aux fins d'y installer des Infrastructures et d'Équipements Techniques et d'y accéder.

La Commune de Toulon et Cellnex ont signé en date du 24 octobre 2017 une convention d'occupation privative du domaine public portant sur la location d'un emplacement sis sur l'usine de potabilisation de La Valette référence cadastrale section AD Parcelle 521.

Cette convention est arrivée à échéance le 31 décembre 2019. Les parties souhaitent contracter une nouvelle convention.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée exerce la compétence Eau Potable depuis le 1^{er} janvier 2018 et se substitue à la commune de Toulon.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a confié à la société Compagnie des Eaux et de l'Ozone – Procédés MP Otto, par délibération de son conseil métropolitain en date du 30 septembre 2021, un contrat de Concession sous forme de délégation du service public pour l'exploitation du service de l'eau potable du secteur Centre comprenant les communes de Toulon, Le Revest-les-Eaux, Le Pradet, La Valette-du-Var, ci-après "le Contrat de Concession". Ce Contrat de concession prend effet à compter du 1^{er} janvier 2022 et a pour date d'échéance le 31 décembre 2033.

Il convient donc de mettre en place une nouvelle convention tripartite, permettant de régir les relations entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée, le Concessionnaire de son service public d'eau potable - secteur centre - et le Bénéficiaire pour la période du 1^{er} Janvier 2023 au 31 Décembre 2033.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

1^{er} PARTIE : CONDITIONS PARTICULIERES

Article 1 - Objet de la présente convention

Par la présente convention, le Propriétaire met à la disposition du Bénéficiaire, qui accepte, un emplacement de 31 m² dépendant d'un immeuble sis sur l'usine de potabilisation de La Valette, chemin de l'Ozone, référence cadastrale section AD Parcelle 521, afin d'y installer, exploiter et maintenir des infrastructures (ci-après dénommées « Infrastructures ») et des équipements techniques (ci-après dénommés "Équipements Techniques"). Ledit emplacement est identifié sur les plans figurant en annexe 1.

Par Équipements Techniques, il convient d'entendre notamment, selon la configuration des lieux, les matériels et les équipements de communications électroniques ou non, enterrés, installés au sol ou positionnés sur les emplacements loués (notamment baies, faisceaux hertziens, antennes, bretelles, et autres équipements du système antenne), d'énergie (notamment TGBT et câbles) et de raccordement transmission (notamment liaison cuivre, fibre optique, liaisons louées, fourreaux dans lesquels ces liaisons transitent) appartenant à des opérateurs.

Par Infrastructures, il convient d'entendre notamment, selon la configuration des lieux, les équipements de sécurité (échelles d'accès, équipements de sécurité collective et individuelle etc.), les équipements d'aménagement et d'environnement (ex : support des baies, paratonnerre, ventilation, shelters, etc.), les

équipements et câbles d'énergie et l'ensemble des aménagements au sol ou enterrés ou verticaux ou aériens (chemins de câbles et/ou regards), dont les mâts et/ou pylônets et/ou pylônes, appartenant au Bénéficiaire.

Les Infrastructures et Équipements Techniques seront implantés en fonction des nécessités technologiques et d'ingénierie. Un dossier technique, comprenant des plans (notamment le plan de sécurité, le plan d'élévation et le plan de vue d'ensemble), présente à titre indicatif les Infrastructures et les Équipements Techniques qui seront installés dès la mise à disposition des emplacements (annexe 2).

Article 2 - Emplacement mis à disposition - Equipements techniques.

A compter de la prise d'effet de la présente, la Métropole et le Concessionnaire autorisent le Bénéficiaire à maintenir en exploitation une station de radiotéléphonie et ses équipements techniques sur les emplacements de la dépendance du Domaine Public Métropolitain, et tels qu'ils figurent dans son dossier technique annexé.

Les emplacements mis à disposition se composent d'une surface de 31 m² dépendant d'un immeuble sis sur l'usine de potabilisation de La Valette afin d'y installer, exploiter et maintenir des infrastructures et des équipements techniques. Ledit emplacement est identifié sur les plans figurant en annexe 1.

Article 3 - Durée – Prise d'effet

Considérant la nature juridique du site, la présente convention est consentie à titre précaire et révocable pour une durée de 11 ans (onze ans) à compter de sa prise d'effet.

La présente convention entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2023 et prendra fin au plus tard le 31 décembre 2033.

Article 4 – Renouvellement

Conformément à l'article 3 la présente convention est consentie pour une durée de 11 ans non renouvelable. Les parties devront s'accorder au moins six mois avant l'échéance du contrat pour étudier une éventuelle suite.

Article 5– Redevance

La redevance annuelle 2023 à verser à la Métropole s'élève à 12 500 Euros net (douze mille cinq cents euros).

Cette redevance sera payable d'avance à réception du titre de recette de la trésorerie de Toulon municipale.

La redevance sera toujours due pour l'année civile entière. Cependant si la prise d'effet n'est pas un premier janvier, la redevance sera calculée au prorata-temporis du nombre de mois la première année, étant précisé que tout mois commencé sera dû dans son intégralité. Cette disposition est également applicable en cas de résiliation sans faute du Bénéficiaire.

Le Concessionnaire percevra une indemnité qu'il facturera au Bénéficiaire pour chaque intervention sur site selon les modalités suivantes, et ce quel que soit la durée de ladite intervention :

- 130 € pour une intervention du lundi au vendredi entre 8 heures et 16 heures.
- 180 € pour une intervention entre 16h et 8h ou pendant les week-ends et jours fériés.

Article 6 – Indexation

Chaque année, au 1er janvier, la redevance sera augmentée de 2 % automatiquement et sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

Article 7 – Impôts, taxes et contributions - Charges

Le Bénéficiaire s'engage à acquitter ou à rembourser, au Propriétaire et/ ou au Concessionnaire, à la première demande, sur justificatifs, tous les impôts, taxes et contributions de toute nature qui pourraient résulter de la présente convention, y compris les taxes foncières si les emplacements devaient y être assujettis, la TVA, etc

...

Le Bénéficiaire supportera toutes les charges liées à l'exploitation de ses équipements techniques et fera son affaire personnelle des contrats (branchements, consommation, abonnement) d'eau, d'électricité, de téléphonie, de maintenances diverses liées au fonctionnement des équipements et matériels nécessaires à son activité.

Il est précisé que le Bénéficiaire ne pourra réclamer aucune participation, pour quelque motif que ce soit, à la Métropole et/ou au Concessionnaire.

Article 8 – Etat des lieux

Le Bénéficiaire prendra les emplacements situés sur la Dépendance du Domaine Public Métropolitain dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance, sans pouvoir exiger du Propriétaire et/ou du Concessionnaire, aucune remise en état ni réparation, ni aucun travail. Il ne pourra faire aucune réclamation à ce sujet, pour quelque motif ni exercer aucun recours contre le Propriétaire et/ ou le Concessionnaire pour vice de construction, dégradation, infiltration, cas de force majeure et toute autre cause quelconque intéressant l'état de la Dépendance du Domaine Public Métropolitain ou des emplacements, locaux (murs, couvertures, sols, sous-sol, etc...), et même la vétusté et l'usure.

Le Bénéficiaire déclare connaître les lieux pour les exploiter dans le cadre de la précédente convention, et les accepte comme tels. Il s'engage à maintenir les lieux mis à disposition en bon état d'entretien pendant toute la durée des présentes ; Ce point vaut également pour la piste d'accès au relais qui devra être maintenue en état aux frais exclusif du Bénéficiaire, comme prévu dans le contrat d'origine de 2012 avec l'opérateur Bouygues Télécom auquel Cellnex a succédé.

Un état des lieux contradictoire sera effectué préalablement à la prise d'effet de la présente et à la fin de la convention. Une copie sera adressée à chacune des parties.

Article 9 – Accès

Les équipements techniques sont entièrement autonomes et fonctionnent sans personnel.

Pour les besoins de maintenance préventive des installations et de leur entretien, le Bénéficiaire devra informer le Propriétaire du terrain et le Concessionnaire, au moins quarante-huit (48) heures à l'avance de son désir d'accéder au site.

Les conditions d'accès au site sont définies ci-après ; elles pourront faire l'objet de modification en fonction des dispositions visant à la protection du site (Vigipirate). Il est d'ores et déjà précisé qu'un plan particulier de protection du site sera mis en place d'ici 2024 en relation avec l'organisation de type OIV (Opérateur d'importance Vitale) engagée par la Métropole.

· Le Bénéficiaire préviendra le Concessionnaire de ses dates et heures d'interventions :

- 48 heures à l'avance, au numéro de téléphone de l'usine de La Valette (04 94 27 06 19) pendant les jours ouvrables de 8 à 16 heures.

- En cas d'urgence, en appelant directement le technicien d'astreinte (06 09 36 15 32)

· Les interventions seront réalisées dans la mesure du possible pendant les heures d'ouverture habituelles du site, soit de 8h à 16h du lundi au vendredi. Un plan de prévention sera établi, signé à l'année. Il est précisé qu'en dehors des heures d'ouverture, le site est placé sous vidéosurveillance.

- Pour les réparations d'urgence, le Propriétaire et le Concessionnaire s'engagent à faciliter l'accès au pylône le plus rapidement possible sachant que les équipements doivent être accessibles 24h/24 et 7j/7 compte tenu du caractère sensible du réseau mis en place. Pour ce faire, le Concessionnaire met à la disposition du Bénéficiaire son service d'astreinte joignable 24h/24 en dehors des heures d'ouverture du site.

- Les interventions nécessitant l'accès aux installations en dehors des heures d'ouverture du site ne pourront être faites qu'après autorisation de l'agent d'astreinte et en prenant toutes les précautions pour ne pas gêner le voisinage et le fonctionnement de l'installation. Ces interventions feront l'objet d'une facturation établie par le Concessionnaire au Bénéficiaire sur la base des indemnités précisées à l'article 4.

- Dans tous les cas, les personnes intervenantes devront justifier auprès de l'agent d'astreinte du Concessionnaire de leur qualité d'intervenant ou de sous-traitants dûment mandatés. A défaut, l'accès au site ne sera pas autorisé.

2° PARTIE : CONDITIONS GENERALES

Article 10 - Sauvegarde des activités du Concessionnaire

Pendant la durée de fonctionnement de ses équipements, le Bénéficiaire s'engage à ne pas créer de gêne aux installations actuelles ou futures du Concessionnaire et/ou de la Métropole qui sont prioritaires et qui résultent de la destination de la dépendance du Domaine Public Métropolitain, ce que le Bénéficiaire ne peut ignorer.

Les équipements techniques du Bénéficiaire, existants ou à venir, ne devront apporter aucune gêne au Concessionnaire dans l'exploitation de l'ouvrage public, ne constituer aucune dégradation et atteinte à l'intégrité du site du réservoir, ne présenter aucun danger pour le voisinage et les personnes chargées d'assurer la maintenance du site.

Ils ne devront également avoir aucune interférence sur les installations radios ou techniques que le Concessionnaire utilise actuellement, ou sur ceux susceptibles d'être utilisés dans l'avenir, compte tenu de l'évolution des techniques de communication ou d'exploitation d'un réseau d'eau.

En tout état de cause, le Bénéficiaire s'engage à faire immédiatement procéder, à ses frais, aux interventions nécessaires résultant directement de la présence de ses installations de radio télécommunication et/ou des interventions de ses agents.

Le Bénéficiaire fera le nécessaire pour que les installations du Propriétaire et/ou du Concessionnaire ne soient pas endommagées par la foudre, en raison de la présence des équipements techniques.

Il devra mettre en œuvre, selon les règles de l'art, les protections habituellement installées par les professionnels en la matière, et devra en particulier s'assurer du respect des normes.

Le Bénéficiaire s'engage à maintenir l'accès, à protéger et à ne pas endommager les plates-formes et repères géodésiques de l'I.G.N. lorsqu'il en existe, de même que les balises éventuelles pour la protection aéronautique.

Par ailleurs, le Concessionnaire conserve la possibilité d'installer de nouveaux équipements radio ou téléphoniques pour ses besoins propres.

Si les nouveaux équipements du Concessionnaire gênent les émissions / réceptions du Bénéficiaire ou sont gênés par les équipements techniques du Bénéficiaire, ce dernier tentera de trouver avec le Concessionnaire des solutions de mises en compatibilité, aux frais du Bénéficiaire.

Si la mise en compatibilité s'avère impossible à obtenir, et si le Propriétaire n'est pas en mesure de lui proposer une solution de remplacement permettant une couverture mobile équivalente, le Bénéficiaire pourra résilier la présente convention, sans aucune contrepartie financière.

En aucun cas, le Bénéficiaire ne pourra utiliser des équipements qui pourraient être de nature à perturber l'exploitation du réseau ou de l'ouvrage du Concessionnaire.

Article 11 – Droits et obligations

Les droits et obligations sont réglés conformément au droit général des contrats administratifs portant occupation du Domaine Public pour tout ce qui n'est pas prévu dans la présente.

Article 12 – Travaux et aménagement – Entretien – Réparations

a) Travaux et Aménagement dans les lieux mis à disposition :

La Métropole et le Concessionnaire acceptent que le Bénéficiaire maintienne ou réalise sous sa responsabilité en cas de besoin à ses frais exclusifs, sur les emplacements autorisés les aménagements figurant dans le dossier technique annexé, nécessaires à l'activité d'exploitant de sites points hauts.

Les Infrastructures et Equipements Techniques du Bénéficiaire pourront éventuellement faire l'objet de modifications, dès lors qu'elles restent compatibles avec les équipements du Concessionnaire, la configuration générale des lieux ainsi qu'avec la destination du site du réservoir et avec les clauses et conditions de la présente. **Ces modifications devront recevoir un agrément préalable et écrit du Propriétaire et du Concessionnaire après présentation d'un dossier technique et s'il y a lieu une simulation de l'exposition aux champs électromagnétiques générée par l'installation selon les lignes directrices publiées par l'Agence nationale des fréquences.**

Les équipements techniques et ses aménagements devront respecter strictement les normes techniques et les règles de l'art, ainsi que la réglementation applicable en la matière, notamment en matière d'hygiène et de sécurité.

Il devra également tenir compte de la qualité des matériaux installés ou des prestations effectuées à proximité des eaux destinées à la consommation humaine.

Le Bénéficiaire fera son affaire personnelle de l'obtention des autorisations administratives et réglementaires, notamment en matière d'urbanisme, nécessaires à l'implantation et à l'exploitation des « équipements techniques » sans engagement d'aucune sorte de la Métropole et/ou du Concessionnaire.

Cependant dans le respect des lois et des règlements en vigueur ainsi que des clauses et conditions de la présente convention, la Métropole et le Concessionnaire s'engagent à délivrer au Bénéficiaire tout accord qui lui sera nécessaire en vue de l'obtention des dites autorisations.

A cet effet, le Bénéficiaire est d'ores et déjà autorisé à déposer toutes demandes d'urbanisme qui pourraient s'avérer nécessaires à la réalisation ou aux modifications ultérieures de ses équipements techniques. Cependant, l'obtention de ces autorisations d'urbanisme ne dispense pas des accords préalables et écrits de la Métropole et du Concessionnaire pour la réalisation de ses équipements techniques.

Ainsi, en aucun cas, le Bénéficiaire ne pourra réaliser d'installations, ou ériger de constructions, fixes à caractère définitif autres que ceux figurant dans le dossier technique annexé, sans le consentement préalable et écrit du Représentant de la Métropole et du Concessionnaire, et la passation d'un avenant à la présente.

b) Non-nuisance des équipements :

Pour veiller au respect des valeurs limites d'exposition du public, le Bénéficiaire se conformera aux procédures mises en place par l'Agence nationale des fréquences (ANFR).

A l'issue des travaux le Bénéficiaire en informera la Métropole. Celle-ci pourra à tout moment solliciter l'ANFR, seule compétente en matière de mesures de rayonnement électromagnétique, à l'effet de confirmer la conformité de l'installation du Bénéficiaire.

Dans le cas où les valeurs limites sont dépassées, le Bénéficiaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour corriger cette situation. Tant que les données ne seront pas conformes à la réglementation, l'antenne ne pourra pas être mise en fonction.

c) Entretien – réparation par le Bénéficiaire :

Le Bénéficiaire devra maintenir les emplacements, les équipements techniques ainsi que les ouvrages qui auront été modifiés en bon état d'entretien et de propreté compte tenu de la destination du site, et plus particulièrement de la proximité du réseau de distribution et de réserve d'eau destinée à la consommation humaine.

Les Équipements Techniques installés sont et demeurent la propriété des opérateurs accueillis sur les Infrastructures du Bénéficiaire.

En conséquence, le Bénéficiaire assumera toutes les charges, les réparations, l'entretien, etc... afférents aux Infrastructures et équipements techniques.

En raison des conséquences graves qui pourraient être occasionnées par une pollution de l'ouvrage, le Concessionnaire devra être informé, sans délai, de toutes difficultés et accidents survenant lors de travaux, maintenance, etc...

d) Réparation sur la Dépendance du Domaine Public Métropolitain par la Métropole et/ou le Concessionnaire :

En cas de travaux envisagés par la Métropole ou par le Concessionnaire sur la Dépendance du Domaine Public Métropolitain, et notamment sur l'un ou plusieurs des lieux où sont installés les équipements techniques, conduisant à la suspension temporaire de fonctionnement des équipements techniques, la Métropole et/ou le Concessionnaire devra prévenir le Bénéficiaire en respectant les délais de préavis définis ci-après :

- Dans l'hypothèse où la suspension temporaire du fonctionnement des équipements techniques mis en place par le Bénéficiaire excéderait 15 jours, la Métropole et/ou le Concessionnaire devra avertir le Bénéficiaire en respectant un préavis de 3 mois.

- Dans l'hypothèse où ladite suspension serait inférieure ou égale à 15 jours, la Métropole et/ou le Concessionnaire avisera le Bénéficiaire le plus tôt possible.

- La survenance d'un cas de force majeure, d'un cas fortuit ou de faits d'un tiers nécessitant des travaux urgents de remise en état de l'ouvrage, dont l'absence risque de mettre en péril la continuité du service public de distribution d'eau potable, dispense la Métropole et/ou le Concessionnaire de toute obligation d'information au Bénéficiaire.

La Métropole et/ou le Concessionnaire s'engage, dès à présent, à faire tout leur possible pour trouver une solution de substitution pendant la durée d'indisponibilité, afin de permettre au Bénéficiaire de transférer à ses frais et de continuer à exploiter ses équipements techniques dans les meilleures conditions.

Si aucune solution satisfaisante n'est trouvée, le Bénéficiaire pourra sans préavis résilier la présente convention sans que l'une des quelconques des parties puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Si le Bénéficiaire n'a pas fait valoir son droit de résiliation, à l'expiration des travaux, le Bénéficiaire pourra procéder, à la réinstallation de ses équipements techniques.

Article 13 – Fonds de commerce – Propriété commerciale

Le Bénéficiaire déclare que les emplacements, objet de la présente, sont strictement destinés à un usage technique et ne pourront en aucune façon être utilisés à d'autres fins, notamment en bureau, stockage de marchandises, ou réception de clientèle quelconque.

Compte tenu de la nature juridique du site du réservoir, il est précisé que la présente est consentie « intuitu personae », ce qui signifie que les droits qui en résultent sont strictement personnels et intransmissibles.

Considérant la déclaration faite par le Bénéficiaire, ainsi que la destination du Domaine Public Métropolitain, il est précisé que le Bénéficiaire :

- ne pourra en aucun cas se prévaloir de la propriété commerciale, d'un fonds de commerce, ainsi que les dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 qui ont été incorporées dans le nouveau Code du Commerce sous les articles L145-1 et suivants ainsi que des textes subséquents.

- La Métropole et le Concessionnaire pourront, si bon leur semble, après que leur sera adressée par le Bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé réception, autoriser la cession ou la sous-location à un nouvel opérateur. En cas d'accord, un avenant sera signé entre les parties. Cet avenant définira notamment les modalités financières en cas de sous-location ou d'augmentation des surfaces louées.

Il est expressément stipulé que la Métropole et le Concessionnaire se réservent le droit de ne pas accepter la demande du Bénéficiaire et ce sans que ce dernier puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Il est ici précisé que les opérateurs Bouygues Télécom et SFR sont d'ores et déjà installés sur les emplacements ce que la Métropole et le Concessionnaire ont accepté expressément.

Article 14 – Perturbations radioélectriques

a) S'il préexiste déjà une ou plusieurs stations de radiocommunications, le Bénéficiaire s'engage avant d'installer ses équipements techniques, à réaliser à sa charge financière les études de compatibilité entre les différentes installations.

Les résultats de l'étude de compatibilité seront remis au propriétaire du pylône avant le début des travaux.

En cas d'interférences ou de perturbations diverses entre les équipements, l'occupant s'engage à réaliser à ses frais la mise en compatibilité radioélectrique sous réserve de la conformité de ses matériels avec les normes en vigueur. Si celle-ci s'avère impossible, l'occupant ne pourra pas installer ses propres équipements techniques. La présente convention sera résiliée de plein droit sans indemnité de part et d'autre.

b) La Métropole et/ou le Concessionnaire, ou d'éventuels cohabitants, auront la possibilité d'installer sur les lieux tous les équipements qu'ils jugeront utiles pour le bon fonctionnement de leurs services.

La Métropole et le Concessionnaire pourront autoriser d'autres opérateurs à s'implanter sur le site sans que le Bénéficiaire ne puisse s'y opposer.

Cependant, la Métropole et le Concessionnaire s'engagent à ne pas délivrer de nouvelles autorisations sur la Dépendance du Domaine Public Métropolitain sans étude de compatibilité radioélectrique avec les équipements techniques autorisés des opérateurs accueillis du Bénéficiaire et le matériel du nouveau locataire. Le nouvel opérateur devra, dans un délai de 30 jours ouvrables, suivant la demande qui lui sera faite à l'appui du dossier technique qui lui sera adressé soit par la Métropole et le Concessionnaire, soit par le Bénéficiaire, communiquer à la Métropole l'étude de compatibilité qu'il aura lui-même menée à ses frais.

Si ces études, démontrent que le matériel du nouveau locataire, risque de provoquer des interférences avec les équipements techniques du Bénéficiaire, la Métropole et le Concessionnaire s'engagent à exiger du nouveau locataire, la mise en conformité de ses matériels, et si celle-ci est impossible, à ne pas lui consentir d'autorisation

Article 15 – Environnement législatif – Réglementaire et information

Environnement législatif et réglementaire :

Pendant toute la durée de la présente, le Bénéficiaire s'assurera que le fonctionnement de ses équipements techniques soient toujours conforme à la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de santé publique et notamment les dispositions du décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L32 du Code des Postes et des Communications Électroniques et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques.

En cas d'évolution de ladite réglementation, et d'impossibilité pour les clients du Bénéficiaires de s'y conformer dans les délais légaux, le Bénéficiaire devra :

- Soit faire suspendre les émissions des équipements concernés jusqu'à leur remise en conformité,
- Soit mettre fin à la présente dans les conditions prévues à l'article « Extinction », ci-après par lettre recommandée avec accusé réception sans préavis ni indemnités.

Le Propriétaire et le Concessionnaire reconnaissent avoir reçu, préalablement à la signature de la présente convention, la fiche d'information « Antennes-relais de téléphonie mobile » jointe en annexe.

Article 16 – Opposabilité

Dans la mesure où la Métropole déciderait d'aliéner la Dépendance du Domaine Public Métropolitain, après accomplissement des formalités nécessaires, la présente serait résiliée de plein droit dans les conditions fixées à l'article 19.

La Métropole s'engage à informer le Bénéficiaire de toute décision de déclassement ou transfert de cette Dépendance.

Article 17 – Responsabilité – Assurances

a) Responsabilité

Le Bénéficiaire demeure entièrement et seul responsable des dommages matériels directs qui pourraient résulter de l'installation, l'exploitation et l'enlèvement de ses équipements techniques ainsi que des préjudices causés aux tiers et aux biens de la Métropole et/ou du Concessionnaire.

Pour tout dommage immatériel (perte d'un droit, perte de jouissance ou d'exploitation, préjudices commerciaux) que l'une des parties occasionnera à l'autre, les parties et leurs éventuels assureurs respectifs renonceront à tout recours réciproque, sauf en cas de faute prouvée.

Le Bénéficiaire est gardien exclusif de ses installations et de ses équipements techniques, la Métropole et/ou le Concessionnaire ne garantissant aucune surveillance. Le Bénéficiaire ne pourra donc prétendre à aucune indemnité pour défaut de surveillance en cas de sinistre.

La Métropole et/ou le Concessionnaire ne pourront en aucune façon être responsables des risques spéciaux qui pourraient résulter de l'exploitation ou des équipements techniques du Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire aura l'entière responsabilité des dommages et nuisances éventuelles pouvant survenir, de son fait ou de celui des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses fournisseurs, ses prestataires et à tous tiers pouvant se trouver dans les lieux, objet des présentes, ainsi qu'à leurs biens.

b) Assurances

Le Bénéficiaire devra souscrire auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurances, une assurance "Dommage aux biens" pour ses équipements et une assurance Responsabilité Civile garantissant notamment les risques d'incendies, dégâts des eaux, responsabilité civile en général et professionnels ainsi que tous les risques spéciaux liés à son activité.

Cette ou ces polices devront être souscrites auprès d'une (ou plusieurs) compagnie(s) notoirement solvable(s).

La Métropole et/ou le Concessionnaire se réservent la possibilité de réclamer à tout moment au Bénéficiaire les justificatifs de ces assurances.

Dans le cas où l'installation technique du Bénéficiaire entraînerait une augmentation de la tarification des assurances souscrites par la Métropole et/ou le Concessionnaire, pour garantir les emplacements du Domaine Public Métropolitain, le Bénéficiaire remboursera le montant des primes supplémentaires, sur justificatifs.

Le Concessionnaire déclare que la dépendance du Domaine Public Métropolitain est couverte par un contrat d'assurances.

Si le Bénéficiaire a recours à un sous-traitant, celui-ci devra être garanti par une police d'assurance couvrant les risques précités. En tout état de cause, le Bénéficiaire reste seul responsable, à l'égard de la Métropole et du Concessionnaire de tout fait de son sous-traitant.

Article 18 – Condition résolutoire

En cas de refus ou de retrait des autorisations administratives ou réglementaires nécessaires à l'implantation des équipements techniques visés par les présentes, et dont le Bénéficiaire fait son affaire personnelle, sans que la Métropole et/ou le Concessionnaire puisse être inquiétés, la présente convention sera résolue de plein droit à compter de la date à laquelle la Métropole en aura été informée par lettre recommandée avec accusé réception.

Article 19 – Prescriptions diverses

a) Les parties s'engagent à assurer la confidentialité des informations auxquelles elles auront accès au cours de l'exécution de la présente convention, et notamment à ne pas divulguer l'ensemble des informations techniques, sous réserve des dispositions réglementaires concernant l'accès à certains documents.

b) Conformément à la loi « informatique et liberté » n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 06 août 2004, il est précisé que l'ensemble des parties est habilité à obtenir communication des informations nominatives fournies dans le cadre de la présente convention et, le cas échéant, à en demander toutes rectifications par l'intermédiaire du Service des Affaires Juridiques/Contentieux de la Métropole. Ces informations sont exclusivement utilisées pour l'exploitation du réseau de radiotéléphonie cellulaire numérique.

c) Si pour une raison quelconque le Concessionnaire actuel n'assurait plus ses missions, la présente convention continuerait à courir entre les autres parties et éventuellement avec le nouveau Fermier sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

d) Pendant toute la durée de la présente, le Concessionnaire veillera à ce que les emplacements soient dégagés.

e) Le Bénéficiaire prendra toutes les mesures nécessaires propres à assurer la production des réserves d'eau potable lors des opérations d'installation ou de maintenance de ses matériels, au cas où celles-ci se dérouleraient à proximité du réseau de distribution ou des réserves d'eau. Ces mesures devront être préalablement soumises pour accord au Concessionnaire.

Article 20 – Expiration – Résiliation - Extinction

La présente autorisation pourra prendre fin dans les conditions suivantes :

a) Expiration :

Sous réserve des clauses contenues ci-après, la présente expirera automatiquement et de plein droit à l'arrivée du terme de la durée visée à l'article 3, sans que l'une ou l'autre des parties puissent prétendre à une quelconque indemnité.

b) Résiliation :

Considérant la nature juridique de la Dépendance occupée que le Bénéficiaire ne peut ignorer, ainsi que les conditions dans lesquelles la présente convention est consentie, celle-ci pourra être résiliée de plein droit sans que le Bénéficiaire puisse prétendre à une quelconque indemnité et sans qu'il soit nécessaire de formuler une demande en justice :

- Par accord mutuel : à tout moment.

- Par résiliation – retrait :

À tout moment pour motif d'intérêt général, du fait des exigences du service public, des nécessités de l'exploitation imposées par la distribution publique d'eau potable, ou en cas d'aliénation, la présente pourra être résiliée de plein droit avec un préavis de 6 mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

- par résiliation sanction :

En cas de faute du Bénéficiaire, la présente pourra être résiliée par la Métropole et/ou le Concessionnaire sans que le Bénéficiaire puisse prétendre à une quelconque indemnité, deux mois après une simple mise en demeure par lettre recommandée avec accusé réception d'exécuter restée sans effet.

C) Extinction : par disparition de l'objet

La présente prendra automatiquement fin sans aucune indemnité et sans préavis par lettre recommandée avec accusé réception, notamment, en cas de disparition de la Dépendance du Domaine Public Métropolitain, de la cessation d'activité du client du Bénéficiaire qui pourrait entre autre résulter d'un changement d'architecture du réseau exploité par le Bénéficiaire d'une évolution technologique conduisant à une modification de ce même réseau, ou en cas d'évolution de la réglementation rendant impossible au Bénéficiaire de s'y conformer dans les délais légaux.

D) Dénonciation :

Le Bénéficiaire pourra dénoncer la présente à l'expiration de chaque période annuelle avec un préavis de trois mois, par lettre recommandée avec accusé réception adressée à la Métropole et au Concessionnaire, sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité.

Il est rappelé que toutes les clauses et conditions de la présente sont de rigueur et que chacune d'elles est une condition substantielle et déterminante sans laquelle la présente convention n'aurait pas été consentie.

Article 21 – Restitution des lieux

En fin de convention, pour quelque cause que ce soit, le Bénéficiaire :

- récupérera les Infrastructures et équipements techniques qu'il aura installés sur les emplacements objet de la présente et qui lui appartiennent,
- s'engage à restituer les lieux, et les remettre en leur état initial dans le mois qui suit la fin de la présente, sauf si la Métropole décide avec l'accord du Bénéficiaire de conserver les modifications (améliorations et installations) qui auront été incorporées à l'immeuble et ce sans contrepartie ou indemnité. Un état des lieux de sortie sera effectué, dans les mêmes conditions que celui d'entrée dont les modalités sont fixées à l'article 8.

Article 22 – Élection de domicile – changement de domicile

Pour l'exécution des présentes et des suites, le Propriétaire, le Concessionnaire et le Bénéficiaire élisent domicile à l'adresse indiquée dans l'identification des parties.

Toute notification à effectuer dans le cadre de la présente convention sera faite au domicile régulièrement déclaré par chacune des parties.

Toute modification du domicile déclaré devra être signalée à l'autre partie.

Article 23 – Règlement des litiges

Dans l'hypothèse où un différend surviendrait à l'occasion de l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de le régler à l'amiable préalablement à toute action devant la juridiction compétente.

A défaut d'accord amiable, le Tribunal Administratif de Toulon sera compétent.

Article 24 – Frais

Tous les frais qui pourraient résulter de la présente convention seront supportés par le Bénéficiaire.

Article 25 – Nullité

Si l'une ou plusieurs stipulations de la présente convention sont tenue pour non valables ou déclarées comme telles, en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur fin et leur portée.

Article 26 – Préambule et document annexe :

Le préambule et les documents annexes, ci-après listées, font partie intégrante de la présente convention et ont valeur contractuelle.

Annexe 1 : Plan de situation du site

Annexe 2 : Dossier technique du Bénéficiaire

Annexe 3 : Information sur les consignes de sécurité à respecter
Fiche de « demande de coupure des antennes radio »

Fait à Toulon, leen 3 exemplaires,

Signature du Bénéficiaire

Signature du propriétaire

Signature du Concessionnaire

**Métropole Toulon Provence
Méditerranée**

La Compagnie des Eaux et de l'Ozone

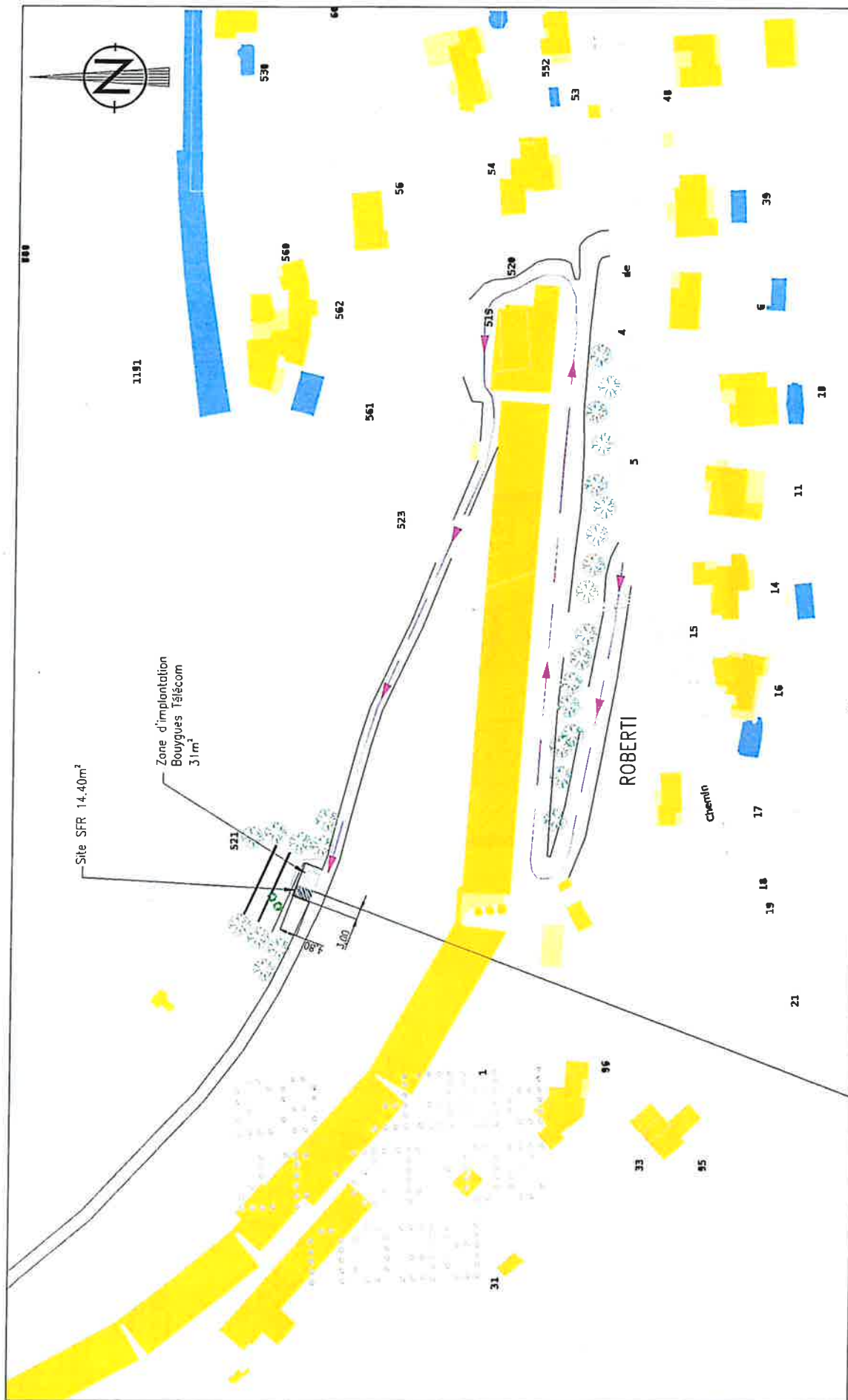
**Jean-Pierre GIRAN
Président Métropole Toulon
Provence Méditerranée**


**Olivier CAVALLO
Directeur du Territoire
Var Provence Méditerranée**



Antenne CELLNEX LA VALETTE





SWAP FH & AJOUT UMTS900		CTXCEBAR(Cécile)	ALYOTECH TECHNIOL	27/04/15	2.0	chemin CHEMIN DE L'OZONE		BTS	T22431						
DOE - D227160		CTXMIBER(Mireill	GOBE	11/06/15	3.0	83160 LA VALETTE-DU-VAR		<div>MAITRE D'OUVRAGE</div> <div></div> <div>Bouygues Telecom</div> <div>Sequano 82 rue H. Poincaré 92130 Issy-les-Moulineaux Tél. 01.31.35.10.99</div>							
R434448 :solution M2M		AXION200	AXIONE	22/01/16	3.1	PLAN DE SECURITE									
		AXION200	AXIONE	10/10/16	4.0	CHEMIN D'ACCES									
MODIFICATIONS		DESSINATEUR	ENTREPRISE RESPONSABLE DU PUI	DATE	INDEXE	CI	300822				SI	S1583875	TYPE	IMP	INDEXE
Propriété de BOUYGUES TELECOM - Diffusion contrôlée															

oc

RADIO	SECTEUR 1	SECTEUR 2	SECTEUR 3
nb Antennes	1	1	1
HMA/col	16.70m	16.70m	16.70m
HMA NGF	238.70m	238.70m	238.70m
Orientation	125°	210°	210°
Type antenne	Antenne Pylône LTE800/CSU-UMTS900/ DCS-LTE1800/UMTS100 (2700x42x152mm)		

TRANSMISSION	FH 1
HMA/col	10.75m
Orientation	229°
Diamètre	0.60m
Fréquence à valider	110Hz
Hauteur NGF	225.25m
Site Disant	T29051

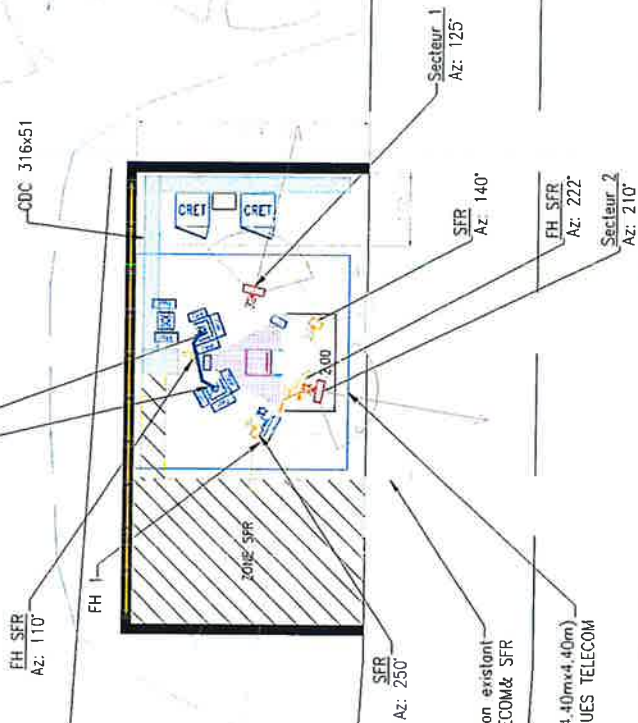
Coffrets RRU (DCS/LTE1800 + LTE800 et UMTS) sur bras coudé

Muret en pierre

Haut du talus

Pylône 18m
peint RAL 7003

FH et ANTENNES
peint RAL 7003



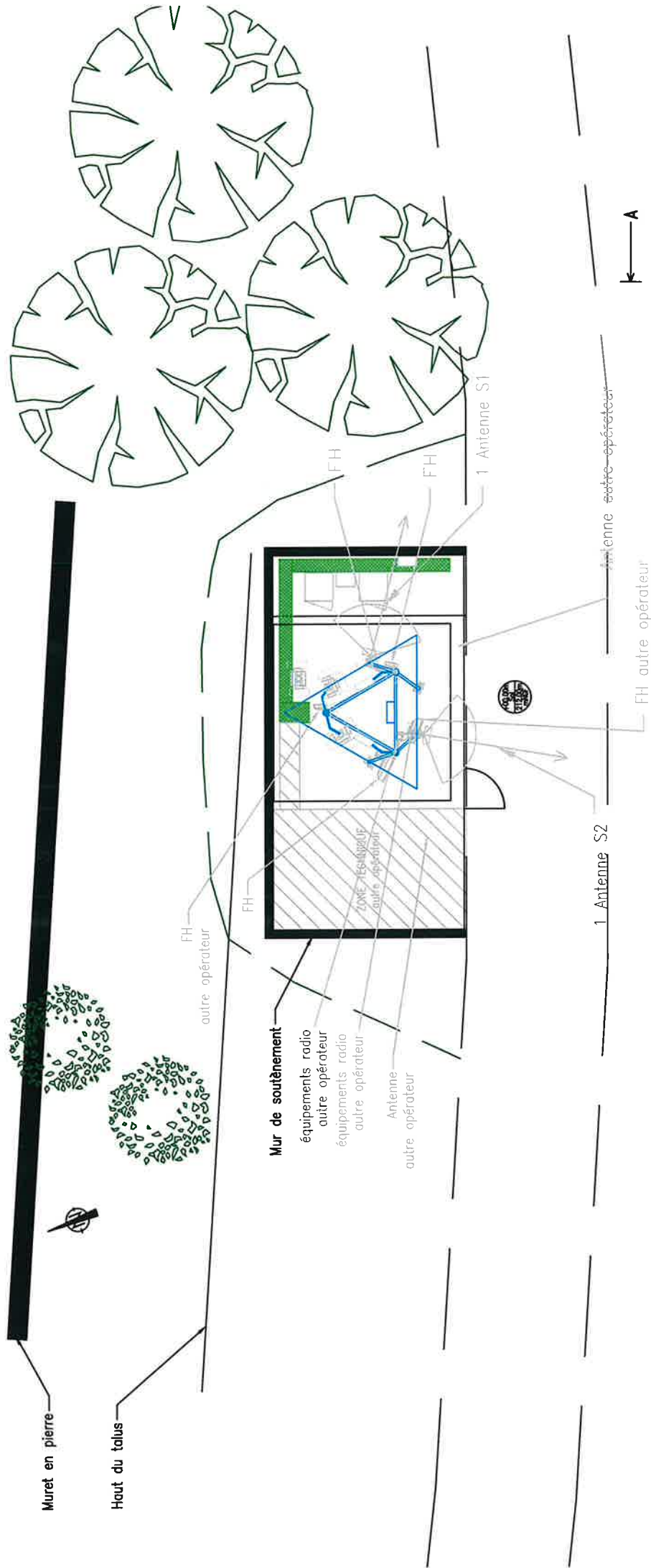
Portillon existant
BOUYGUES TELECOM & SFR

Massif Pylône (4.40mx4.40m)
BOUYGUES TELECOM

SWAP FH & AJOUT UMTS900	CTXCEDBAR/Cselle	ALYOTECH TECHNOL	27/04/15	2.0	chemin CHEMIN DE L'OZONE	BTS	T22431
DOE - D227160	CTXAMBER(Mireil)	COBE	11/06/15	3.0	83160 LA VALETTE-OU-VAR	MAITRE D'OUVRAGE	Sequerra 82 rue R. Fernon 92130 Neuilly-sur-Seine Tel. 01.31.75.10.99
R434448 :solution M2M	AXION200	AXIONE	22/01/16	3.1		BOUYGUES Telecom	
	AXION200	AXIONE	10/10/16	4.0			
MODIFICATIONS	DESSINATEUR	ENTREPRISE RESPONSABLE DU PLAN	DATE	INDICE	CI 300822	SI S1583875	TYPE IMP
							INDICE 4.0
							10/10/16
							011

Propriété de BOUYGUES TELECOM - Diffusion contrôlée

oc 95



ECH: 1/100

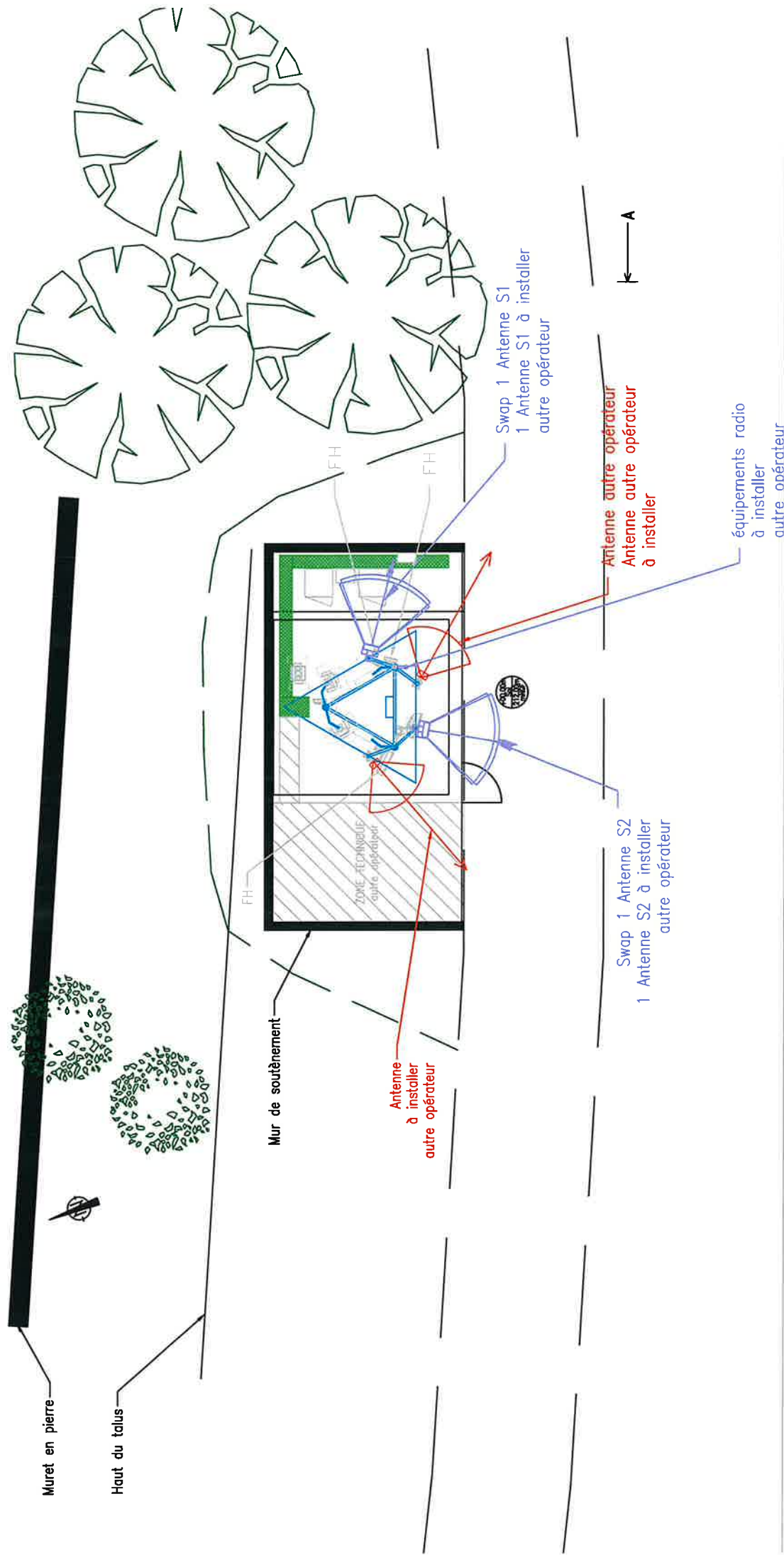


B	14/04/2020	SNEF	S.I.E	Ajout antenne 5G sur déport
A	12/12/2019	SNEF	M.A.N	Emission pour APS
Indice	Date	S/Couvert	Dessin	Modifications
<div> <div> <div> cellnex </div> </div> <div> <div>CELLNEX FRANCE</div> <div>1, avenue de la orillière</div> <div>92310 SEVRES</div> </div> </div>				
<div> <div>PLAN N° :</div> <div>001</div> </div>				
<div> <div>Ech. : 1/100</div> <div>S/C : CELLNEX</div> </div>				
<div> <div>Le : 13/06/2023</div> <div>Dess.: CELLNEX</div> </div>				
<div> <div>LA VALETTE DU VAR</div> </div>				
<div> <div>Code CELLNEX : FR-83-000447</div> </div>				
<div> <div>PLAN DES AERIENS</div> <div>EXISTANT</div> </div>				



PLAN DE L'EXISTANT

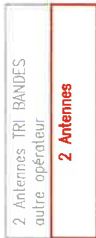
← A



ECH: 1/100



B	14/04/2020	SHEF	S.BE	Ajout antenne 5G sur départ
A	12/12/2019	SHEF	M.AN	Entretien pour APS
Indice	Date	S/Couvert	Desin	Modifications
cellnex CELLNEX FRANCE 1. AVENUE DE LA CRISTALLERIE 92310 SEVRES				
PLAN N° : 003 Ech. : 1/100 S/C : CELLNEX Le : 13/06/2023 Dess.: CELLNEX				
LA VALETTE DU VAR Code CELLNEX : FR-83-000447 14/04/2020 PROJET				



A vertical scale bar with markings at 0, 5, and 7.5m.

cellnex CELLNEX FRANCE
1. AVENUE DE LA CRISTALLERIE

Informations sur les consignes de sécurité à respecter

L'objectif de cette annexe est d'informer le Contractant sur les consignes de sécurité mises en œuvre par les opérateurs de communications électroniques et audiovisuels à la demande de CELLNEX France pour garantir au public le respect des limites d'exposition aux champs électromagnétiques.

Les opérateurs de communications électroniques et audiovisuels s'assureront que le fonctionnement des équipements techniques sera toujours conforme à la réglementation applicable, notamment en matière de santé publique ou d'émission de champs électromagnétiques.

Sur tous les sites qui le nécessitent, un affichage est mis en place à proximité des antennes pour informer le public des consignes de sécurité à respecter. Dans certains cas, il arrive que l'affichage soit complété par un balisage qui renforce les consignes écrites.

Les zones ainsi balisées sont déterminées conformément à la réglementation en vigueur.

Le Contractant doit respecter les consignes de sécurité affichées et éventuellement le balisage et informer toutes personnes concernées par celles-ci.

Toute intervention dans les périmètres de sécurité - matérialisés ou précisés par affichage – devra faire l'objet d'une demande de coupure des émissions des antennes.

Avant l'intervention d'une personne dans un périmètre de sécurité - matérialisé ou précisé par affichage – une fiche de demande de coupure d'émission (dont le modèle est joint à la présente annexe) doit être remplie et envoyée aux opérateurs de communications électroniques et audiovisuels . Le numéro de téléphone du responsable technique est précisé dans cette fiche.

Demande de coupure des antennes

Pour tous travaux nécessitant de stationner dans le périmètre de balisage des antennes, le Contractant devra impérativement adresser à Cellnex France, aux coordonnées indiquées ci-après, une demande de coupure 10 jours avant l'intervention et rappeler les informations suivantes :

- Identité du demandeur (si le demandeur n'est pas le Contractant lui-même, il devra justifier intervenir pour le compte du Contractant)
- Référence site T
- Numéro site FR
- Nom du Contractant
- Adresse du site
- Durée de la coupure / plages horaires

Si les travaux doivent s'interrompre dans la journée sur une durée supérieure à une heure, il faut prévoir de rétablir le service durant cette période (ex : pendant la pause déjeuner du chantier, entre 12h et 14h).

Les demandes de coupure devront être adressées par mail à l'adresse guichet.patrimoine@cellnextelecom.fr.

Numéro de téléphone : 0 800 941 099